

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 25/006/2006 (Public)
Bulletin n° : 190
ÉFAI
19 juillet 2006

Corée du Sud. Un manifestant qui protestait contre l'expansion d'une base américaine agressé et arrêté par la police

Park Lae-goon, militant très connu de défense des droits humains, comparaitra le 20 juillet devant un tribunal ; il a été roué de coups et arrêté alors qu'il manifestait pacifiquement contre l'éviction forcée de paysans à Pyongtaek, dans le nord-ouest de la Corée du Sud.

« Park Lae-goon est un prisonnier d'opinion ; il doit être remis en liberté immédiatement, a déclaré Rajiv Narayan, chercheur pour l'Asie orientale auprès d'Amnesty International. Il est maintenant détenu depuis plus d'une semaine, uniquement en raison de sa campagne pacifique en faveur des paysans de Pyongtaek. »

Park Lae-goon a été arrêté le 9 juillet. Il manifestait pour les droits des paysans de Pyongtaek, dont les terres font l'objet d'un ordre d'expulsion en vue de permettre l'expansion d'une base militaire américaine. Selon des témoins, Park et d'autres manifestants auraient été attaqués par un groupe brandissant des bâtons ; les policiers encadrant la manifestation n'auraient rien fait pour arrêter les agresseurs. Un manifestant a été gravement blessé à la tête et a eu les dents cassées, selon un groupe local de défense des droits humains.

Quelques manifestants, parmi lesquels Park, se seraient rendus au poste de police pour se plaindre de l'absence d'intervention de la part des policiers présents. Ils se seraient également plaints du fait que la police avait fermé la route menant au village de Daechuri, empêchant ainsi les résidents de rentrer chez eux. Selon les manifestants, les policiers n'auraient tenu aucun compte de leurs plaintes ; au lieu de cela, ils auraient frappé Park et d'autres manifestants et les auraient arrêtés. Presque tous ont maintenant été remis en liberté, mais Park Lae-goon reste en prison.

« Toute personne a le droit de manifester pacifiquement et la police devrait veiller à ce que ce droit puisse s'exercer, et non agresser et arrêter les personnes qui l'exercent, a déclaré Rajiv Narayan. Le contentieux entourant les terres des villageois de la région de Pyongtaek devrait être réglé par une nouvelle consultation qui tienne compte des préoccupations de s paysans – pas par la force. »

Le jeudi 20 juillet, le tribunal notifiera officiellement à Park les charges pesant contre lui ou lui signifiera leur abandon et décidera de son maintien ou non en détention et de son éventuelle remise en liberté sous caution.

Complément d'information

Le village de Daechuri, dans la région de Pyongtaek, fait l'objet d'un ordre d'expulsion, afin de permettre l'expansion de la base militaire américaine voisine de Camp Humphreys. Les résidents du village, des paysans âgés entre soixante et quatre-vingts ans pour la plupart, ont résisté à toutes les tentatives d'expulsion depuis février 2006. Selon eux, les compensations offertes ne suffiront pas à l'achat de terres équivalentes ailleurs dans le pays et la possibilité pour eux de gagner leur vie est remise en cause.

La consultation de la population, menée avant les expulsions, avait fait apparaître les préoccupations des paysans, mais celles-ci ne semblent pas avoir été prises en compte. La consultation était d'ailleurs, selon les manifestants, essentiellement destinée à l'opinion publique. Amnesty International craint que le règlement de la question tel qu'il est prévu ne laisse les paysans dans une situation précaire, avec peu de possibilités réelles de gagner leur vie.

Voir:

Corée du Sud : Des paysans âgés expulsés de force d'une base de l'armée américaine (index AI : ASA 25/001/2006 ; <http://web.amnesty.org/library/index/fraasa250012006>)

Corée du Sud : Des milliers de policiers anti-émeutes procèdent à une évacuation sanglante (index AI : ASA 25/004/2006 ; <http://web.amnesty.org/library/index/fraasa250042006>)

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>